

Il convient de relever, monsieur le président, que l'une des raisons de la dépense déficitaire de dollars canadiens aux États-Unis c'est que les Canadiens ont pris l'habitude d'aller aux États-Unis pour faire leurs achats. C'est un des passe-temps favoris des Canadiens que de passer une fin de semaine ou toute une semaine de congé aux États-Unis simplement pour y faire des achats. Nos compatriotes ont l'impression que les articles y sont meilleur marché et peut-être plus variés qu'ici.

Mon collègue, le ministre du Commerce, a récemment fait des discours pour encourager les Canadiens à acheter au Canada. Il a signalé que les articles qu'on peut se procurer ici sont aussi bons que ceux qu'il est possible d'acheter aux États-Unis et qu'ils ne coûtent pas plus cher. Je suis sûr que le message qu'il diffuse avec tant d'enthousiasme aidera à résoudre le problème qu'a exposé assez longuement le député de Nipissing ce soir.

Nous devons également tenir compte du fait que nombreux sont les Canadiens âgés et retraités qui vont passer l'hiver dans le Sud et qui demeurent durant des mois dans les États du Sud où ils profitent du climat plus doux. Cela fait sortir du pays pas mal de dollars canadiens.

Je reconnais que le député veut stimuler le tourisme aussi rapidement et aussi énergiquement que possible. Je lui assure que c'est précisément ce que nous faisons. S'il s'était intéressé aux thèmes de publicité touristique de ces dernières années, il aurait vu que l'accent portait sur une meilleure connaissance du Canada.

Nous estimons que nous sommes mieux représentés aux États-Unis, nous pouvons d'ailleurs nous en apercevoir. A ce qu'on me dit, il y a quinze ans que nous encourageons la conférence fédérale-provinciale sur le tourisme, conférence qui a d'abord été convoquée pour amener le gouvernement fédéral et les provinces à collaborer plus étroitement et à conjuguer leurs efforts pour emporter d'assaut le marché éventuel du tourisme que sont les États-Unis.

Ainsi, la province de Québec offre des attrait particuliers aux touristes américains et je suis heureux de signaler que les campagnes d'encouragement du tourisme qu'entreprend cette province, sont des plus efficaces. C'est le Québec qui a songé le premier à inciter les Canadiens à passer leurs vacances au pays; on constate que les Canadiens des Maritimes, de l'Ontario et des autres parties du pays qui visitent la province de Québec, sont de plus en plus nombreux.

Que pourrais-je ajouter à ce que j'ai dit, si ce n'est parler du marché éventuel que constitue l'Europe. Jusqu'ici, notre office du tourisme n'a pas assez favorisé la venue au

Canada de touristes européens. Dans ce domaine, la balance des paiements est défavorable à notre pays. Le nombre de Canadiens qui sont allés visiter l'Europe et le Royaume-Uni est supérieur à celui des Européens qui sont venus chez nous.

Voilà pourquoi nous estimons que le temps est venu pour nous de prendre ce marché d'assaut, étant donné surtout que l'Europe est de plus en plus prospère et que les citoyens de ce continent voyagent plus aujourd'hui que par le passé.

Je remercie l'honorable député de Nipissing de l'appui qu'il a accordé à ce programme. Je puis lui assurer que moi-même, en tant que ministre, et les dirigeants de l'Office du tourisme accueillons ses avis avec sympathie. On peut dire, somme toute, que le tourisme a pris la bonne direction. Le Canada a dépensé, l'année dernière, 417 millions de dollars. C'est un chiffre sans précédent et tout ce que je puis dire, c'est qu'en ce qui nous concerne, ce chiffre nous plaît et nous plairait même s'il était encore plus élevé.

**M. Garland:** Malgré toutes les belles choses que le ministre vient de dire, et que j'apprécie à leur juste valeur, il n'en reste pas moins que la situation—c'est-à-dire le déficit à notre compte voyage—empire tous les ans. J'espère seulement que les efforts de tous ceux qui travaillent dans l'industrie touristique de notre pays permettront de résoudre le problème.

Le ministre nous dirait-il s'il y a quelque chose de nouveau à propos de la mesure envisagée par les États-Unis pour réduire les dépenses des touristes américains au Canada? Je sais que le ministre a déjà répondu une ou deux fois à cette question. Mais je signalerai qu'il s'est passé quelque temps depuis que le point a été soulevé. Il me semble que l'idée a été avancée pour la première fois au début de février, par le président Kennedy. En ce qui concerne les derniers renseignements, je mentionnerai une nouvelle parue dans la *Free Press*, de London, le 25 avril dernier. La voici:

Washington (PC)—La réduction envisagée par le président Kennedy de \$500 à \$100 de la valeur des marchandises que peuvent rapporter chez eux en franchise les touristes américains a été approuvée hier par le comité des voies et moyens de la Chambre des représentants.

C'était le 25 avril dernier. La nouvelle dit ensuite:

Mais un porte-parole du comité a déclaré que la demande de Kennedy de maintenir cette réduction pour quatre ans s'est heurtée à l'opposition du comité, qui présentera aujourd'hui un nouveau projet de loi à la Chambre des représentants, réduisant la période autorisée à deux ans, c'est-à-dire jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1963. Kennedy voulait que la réduction soit maintenue jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1965.

Je me demande si le ministre a quelque chose de nouveau à dire à ce sujet et, sinon,